Octobre 2010

UNEP Finance Initiative
Innovative financing for sustainability

CEO briefing

Un document du Biodiversity and Ecosystem Service Work Stream (BESWS) de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI)

> **"Dans un contexte de reprise du secteur financier mondial au lendemain de la crise, un principe s'impose plus que jamais à nous : la nécessité de comprendre les risques systémiques de manière beaucoup plus globale. Ce CEO Briefing met en relief le rôle essentiel du capital naturel à la base de notre activité économique et de notre capital financier."**

Richard Burrett
Partenaire d'Earth Capital Partners
Co-président de l'Initiative PNUE Finance

Le capital naturel un mythe ?

Intégrer la biodiversité et les services écosystémiques (BES) dans la finance

Le capital naturel : un mythe ?

Intégrer la biodiversité et les services écosystémiques (BES) dans la finance

En 2010, certains grands groupes agroalimentaires comme Unilever, Nestlé, Burger King et Kraft Foods ont cessé de se fournir auprès du groupe indonésien Sinar Mas et de ses filiales[1] en raison de l'abattage illégal de la forêt que pratiquerait la société. Aux États-Unis, de plus en plus de banques, parmi lesquelles Crédit Suisse, Morgan Stanley, JPMorgan Chase, Bank of America et Citibank, ont renforcé la surveillance des prêts accordés aux sociétés pratiquant l'extraction minière à ciel ouvert, voire, cessé de les financer.[2] La marée noire de BP survenue dans le Golfe du Mexique est un autre exemple récent illustrant l'importance croissante des problématiques liées à la biodiversité et aux services écosystémiques (BES) pour les sociétés et les établissements financiers émettant des créances et des participations et offrant des services d'assurance.

"Alors que le monde prend de plus en plus conscience de l'importance de la nature dans la société, les entreprises cherchent à exercer leurs activités de façon durable afin de préserver l'environnement et l'avenir de l'humanité. Nous soutenons pleinement toutes les initiatives qui amènent les entreprises à réfléchir sur l'importance de la biodiversité et la façon dont elles peuvent contribuer à la protéger. **Il est essentiel de s'informer et de comprendre si l'on veut agir.**"

Eduardo Villar
Président du Conseil d'administration de BCSC Bank

Les services financiers, les risques et les BES ont, jusqu'ici, toujours été peu corrélés. Au plan financier, la pénurie des ressources, la perte de biodiversité et la dégradation des BES commencent à poser des risques importants, tout en ouvrant des perspectives pour le secteur bancaire, les investisseurs et les assureurs. C'est ainsi le cas pour les établissements financiers très exposés ou dont la clientèle est constituée en grande partie d'industries directement dépendantes des BES (pêche, agriculture, tourisme etc.) ou des industries à l'empreinte écologique considérable (industries extractives).

De grandes entreprises mettent en place des mesures pour mieux comprendre et gérer leur impact et dépendance vis-à-vis des BES. Les hauts dirigeants doivent changer leur regard sur la biodiversité. Il est essentiel d'intégrer les BES au coeur des modèles d'affaires et des stratégies de base pour assurer une croissance et une performance sur le long terme. Cela implique d'intégrer directement l'évaluation et la gestion des risques et des perspectives liés aux BES dans les services et les produits financiers. Cette publication aborde la question de la prise en compte des BES dans le secteur financier. Elle se fonde sur de précédents travaux de l'UNEP FI, comme le rapport Bloom or Bust[3] et les rapports sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB). Elle propose aux cadres dirigeants du secteur financier :

1. Un **éclairage** sur l'importance des BES pour un secteur financier diversifié, à la lumière des résultats d'une étude récente de l'UNEP FI ;

2. Des **exemples** de la façon dont les établissements financiers intègrent actuellement les BES dans les stratégies et les produits de prêt, d'investissements et d'assurance pour optimiser la gestion des risques, les résultats financiers, la stabilité et la croissance future ;

3. Les **stratégies** permettant à une institution financière de se positionner de manière compétitive sur des marchés de l'environnement en pleine croissance ;

4. Des **recommandations** pour renforcer l'intégration des BES dans le secteur financier et le rôle que ceux-ci pourront jouer vis-à-vis des établissements financiers en 2020.

1

Évolution de l'importance de l'environnement pour le secteur financier

La crise financière de 2007-2008 s'est traduite par un recul de 16 billions de US$ des actifs financiers à l'échelle mondiale, qui sont passés de leur niveau record de 194 billions en 2007 à 178 billions de US$ en 2008[4]. La chaîne d'investissement et l'ensemble des processus d'intermédiation[5] financière ont été marqués à plusieurs reprises par des incitations divergentes, des conflits d'intérêt, la priorité donnée au court terme, des défaillances en matière de responsabilité et d'obligation redditionnelle, et, dans certains cas, par un sentiment déplacé d'obligation fiduciaire. D'une certaine façon, les risques financiers ont devancé les efforts de la communauté internationale pour les appréhender et y faire face.

Dans l'article 2 de la Convention sur la diversité biologique, la **biodiversité** est définie comme « la variabilité des organismes vivants comprenant la diversité au niveau des écosystèmes, des espèces et des gènes ». Les BES désignent les biens et les services issus de la biodiversité.

La croissance des titres, la déconstruction et (re) distribution du risque de crédit par le recours à la titrisation et le rôle croissant de l'informatique et de la modélisation dans la gestion des risques ont pu faire croire, à tort, que des progrès avaient été accomplis dans l'analyse des risques[6]. Bien au contraire, ceux-ci ont vraisemblablement brouillé la compréhension des risques systémiques liés aux produits de prêts et d'investissement et de la volatilité engendrée par la multiplication des échanges. On peut établir un parallèle entre les facteurs profonds à l'origine de la crise financière et les risques environnementaux en jeu. L'évolution des conditions environnementales (menaces pesant sur la biodiversité et perte des BES, changement climatique et pénurie des ressources en eau) et son impact en termes de risques financiers tangibles pâtissent également d'une incompréhension en termes d'importance financière relative.

Il est probable que la stabilité financière soit déjà affectée par les phénomènes environnementaux qui revêtent la forme d'échecs programmés à long terme et de risques progressifs liés la perte et à la dégradation de l'écosystème. De nouveaux facteurs accentuent la complexité de ces risques :

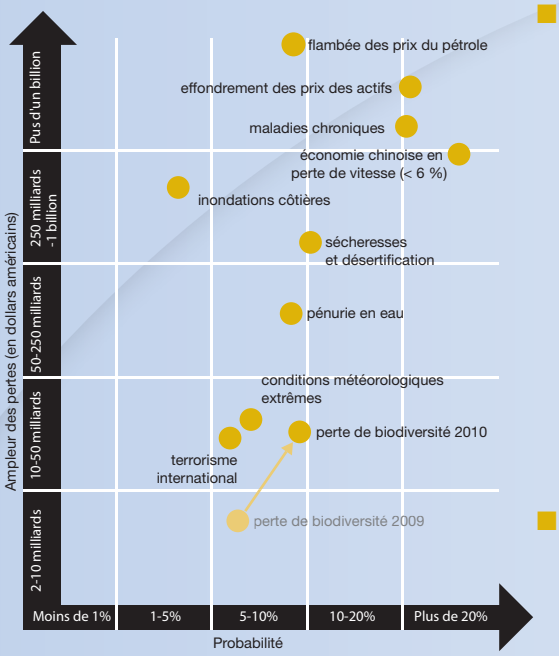
« Les professionnels de la finance prennent de plus en plus conscience de l'importance de préserver les ressources de la biodiversité à l'échelle de la planète. En tant que spécialiste de la gestion responsable et durable des investissements, Calvert a intégré des éléments de langage sur la biodiversité dans ses lignes directrices sur le vote par procuration. Nous encourageons d'autres sociétés de placement à mettre en œuvre des mesures concrètes du même type dans leurs opérations stratégiques sur le capital et leur prise de décisions. »

Barbara J. Krumsiek
Président et président-directeur général de Calvert Group, Ltd
Co-présidente de l'initiative PNUE Finance

- **Le renforcement des réglementations et des régimes de responsabilité de la part de gouvernements** cherchant à préserver leurs écosystèmes (directive Habitats de l'UE, par exemple) ;
- **La multiplication des interruptions des chaînes d'approvisionnement** dépendantes d'écosystèmes sains tels que la foresterie, la pêche et l'agriculture ;
- **Une exposition médiatique accrue, l'autonomisation des populations locales, l'activisme d'organisations non gouvernementales et la plus grande sensibilité des consommateurs à l'échelle internationale** à l'égard des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

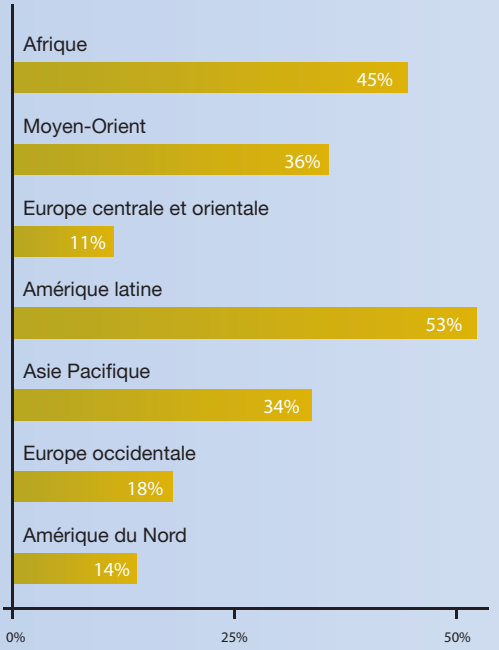
Les établissements financiers qui évaluent mal l'impact de ces phénomènes sur leurs investissements et leurs

Figure 1
Vue d'ensemble des risques mondiaux 2010



- D'après un rapport du Forum économique mondial (FEM), la gravité des pertes économiques et l'impact probable de la biodiversité sur les entreprises se sont considérablement accentués entre 2009 et 2010 (Figure 1), même si leur degré d'importance reste moindre par rapport à de nombreux facteurs environnementaux et non environnementaux extérieurs[8]. La dégradation de la biodiversité et des BES a des répercussions très importantes sur certains des problèmes classés parmi les plus graves, tels que les inondations côtières ou la pénurie des ressources en eau.

Figure 2
Perception des PDG sur la perte de biodiversité comme menace pour la croissance des entreprises



- Selon PricewaterhouseCoopers (PwC), 27 % des 1 200 PDG interrogés se disaient « extrêmement » ou « assez » préoccupés par l'impact néfaste de la perte de biodiversité sur les perspectives de croissance des entreprises, un chiffre qui varie selon les régions. La proportion des dirigeants d'entreprise se disant préoccupés était ainsi plus élevée en Amérique latine (53 %) qu'en Amérique du Nord (14 %) ou en Europe de l'Est (11 %). Voir Figure 2[9]

- Une étude réalisée par McKinsey[10] auprès de 1 500 dirigeants d'entreprise indique que 37 % d'entre eux considéraient la biodiversité comme « assez importante » et 27 %, comme « très ou extrêmement importante ».

portefeuilles de prêts et d'assurances risquent de ne pas suffisamment prendre en compte ces nouveaux risques[7]. L'intégration des BES dans les produits et les services des banques, des investisseurs et des assureurs tournés vers l'avenir peut leur permettre de gagner un temps d'avance sur les stratégies de développement et de mettre en place des relations de confiance avec les sociétés clientes, les gouvernements et leurs autres partenaires. En outre, les premières entreprises à prendre conscience de l'importance des nouveaux marchés de l'environnement seront avantagées du fait de leur meilleure connaissance de l'évolution des modèles d'affaires.

Bien que les BES fassent désormais partie intégrante des préoccupations des grands groupes, ils restent en bas de la liste des priorités sur le plan de l'importance relative, comparativement à d'autres questions environnementales, sociales et économiques. Il importe de déterminer s'il y a un décalage entre, d'une part, le niveau perçu d'exposition aux risques et la perception qu'en ont les entreprises et, d'autre part, le degré d'importance accordé dans les faits aux BES. Les marchés des capitaux et l'économie prennent-ils suffisamment en compte les risques associés aux changements imprévisibles des écosystèmes ? L'écart entre la prise en compte directe de ces risques et leur intégration dans le fonctionnement interne de notre système financier[5], notamment en termes d'appréciation des risques, peut être considérable. C'est d'autant plus le cas pour les établissements financiers qui traitent avec des secteurs très dépendants et fortement influencés par les BES. De même, il apparaît nécessaire de mieux cerner les perspectives économiques offertes par les nouveaux marchés de l'environnement ainsi que les opportunités de renforcement des capacités des équipes de gestion des risques et d'amélioration de la réputation des entreprises.

2

Comprendre l'exposition des établissements financiers à la perte de biodiversité

La perte de biodiversité et la dégradation des BES ne se traduisent pas par des risques systémiques dans la mesure où ils ne menacent pas la nature même du système financier. Ces services, qui engendrent de nombreux autres risques et perspectives, apparaissent cependant de plus en plus importants aux yeux des banquiers, des investisseurs et des assureurs. Les méthodes pour chiffrer la valeur financière des opportunités commerciales perdues ou de l'impact financier liés aux BES n'en sont qu'à leurs débuts. Toutefois, un nombre croissant d'établissements financiers, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG s'accordent sur la nécessité de développer des concepts et des instruments plus sophistiqués pour évaluer (et non plus seulement chiffrer) les profits ou les pertes que les BES peuvent occasionner aux entreprises. Ce chapitre explique brièvement comment un secteur financier diversifié peut se trouver exposé à différents risques liés aux BES.

Risques de réputation et nouveaux principes d'affaires volontaires

Les Principes de l'Équateur ont été élaborés en 2003, suite à l'examen public auquel ont été soumises certaines banques, parmi lesquelles ABN Amro, Barclays, Citigroup et WestLB, pour leur implication dans des projets qui détérioraient les écosystèmes[11]. En juin 2010, 80 banques représentant 85 % du marché mondial du financement de projets ont réaffirmé ces dix principes, qui marquent le début de l'instauration de conditions de concurrence égales dans ce segment spécifique du système financier. Le financement de projet ne représente cependant qu'environ 4 % du total des prêts à l'échelle mondiale, d'où la nécessité d'accroître le champ d'application de ces principes au-delà du financement de projet et des services de conseil. La Société financière internationale et une poignée de banques étudient actuellement les possibilités et les modalités d'extension du champ d'application de ces principes au-delà du seul financement de projet[12]. Ces exemples montrent comment les risques de réputation associés aux BES et à d'autres problématiques environnementales, sociales et de gouvernance ont fait évoluer les procédures de vérification en matière environnementale et sociale, dans le secteur du financement de projet mais aussi, probablement, dans le cadre d'autres produits et services financiers.

> « La détérioration du capital naturel (y compris des écosystèmes, de la biodiversité et des ressources naturelles) a des répercussions négatives et directes considérables sur les résultats financiers. Le changement climatique et la crise financière ont mis en relief la nécessité de mettre en place une politique coordonnée pour faire face à l'ampleur des risques systémiques. Les marchés financiers peinent encore à comprendre que de nombreuses entreprises sont exposées à des risques spécifiques consécutifs aux perturbations d'écosystèmes vitaux engendrées par leurs chaînes d'approvisionnement et qu'elles doivent se préparer aux conséquences des nouvelles réglementations. Celles-ci ouvrent des perspectives d'investissement et de communication pour les fonds de pension et autres investisseurs à long terme qui peuvent orienter les entreprises vers une meilleure compréhension et gestion des risques et des possibilités liés à la protection des écosystèmes naturels. »
>
> **Colin Melvin**
> PDG, Hermes Equity Ownership Services Ltd

Risques opérationnels et de crédit pour les prêteurs, les investisseurs et les assureurs

Les BES revêtent également une importance pour les services bancaires aux entreprises et les banques d'investissement sur le plan des risques opérationnels et de crédit. Un rapport du World Resource Institute a évalué les répercussions financières qu'entraînerait la restriction de l'accès de 16 compagnies pétrolières et gazières aux réserves dont elles détiennent la propriété ou la concession dans des zones écologiques stratégiques ou protégées[13]. D'après ses estimations, un accès restreint à leurs réserves lié à une opinion internationale de plus en plus soucieuse du respect de l'environnement et/ou à une opposition locale à l'exploitation pétrolière et gazière pourrait provoquer une baisse pouvant atteindre 5 % de la valeur de ces compagnies pour les actionnaires. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure les modèles de risque classiques communément utilisés sur le marché influent sur le cours des actions de ce type de risques. La marée noire de BP dans le golfe du Mexique est un exemple flagrant (quoiqu'extrême) des graves répercussions financières que peuvent entraîner tant pour la société d'extraction que pour les investisseurs, des risques liés aux BES mal évalués.

Les questions environnementales, sociales et de gouvernance engendrent-elles des risques de marché et des risques systémiques pour les investisseurs institutionnels détenant d'importants portefeuilles d'investissements diversifiés ?

Un segment du secteur financier est notamment de plus en plus touché par les risques de marché, voire les risques systémiques liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance. Les investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension sont des investisseurs à long terme qui détiennent une part significative des marchés des capitaux. Un investisseur de portefeuille profitant des coûts d'externalisation d'une entreprise peut voir son rendement global diminuer en raison de l'impact négatif de celle-ci sur les autres investissements du portefeuille et son rendement global sur le marché baisser à cause des taxes, des primes d'assurance, de la hausse du prix des intrants et du coût physique des catastrophes naturelles[17]. L'UNEP FI et les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, une initiative réunissant plus de 800 investisseurs signataires i qui s'engagent à respecter six principes environnementaux, sociaux et de gouvernance, ont chargé l'organisme Trucost d'étudier et d'évaluer l'ampleur des facteurs environnementaux externes à l'échelle de la planète[18].

Ses conclusions indiquent que les coûts environnementaux de l'exploitation par l'homme des biens et des services environnementaux s'élevaient à 6,6 billions de US$ en 2008, en comptabilisant les futurs coûts sur la base de leur valeur actuelle nette[19], soit 11 % de la valeur de l'économie mondiale. Si le statu quo se maintient, ce chiffre pourrait atteindre 28,5 billions de US$ en 2050. Une étude intitulée « Cost of Policy Inaction » (COPI) [20] sur les coûts de l'inaction politique recourt à une autre méthode d'évaluation des pertes annuelles de BES en termes de bien-être. Ses auteurs indiquent que cette perte sur le plan du bien-être représenterait quelque 50 milliards de US$, soit une perte cumulée de 7 % de la consommation annuelle d'ici 2050[21].

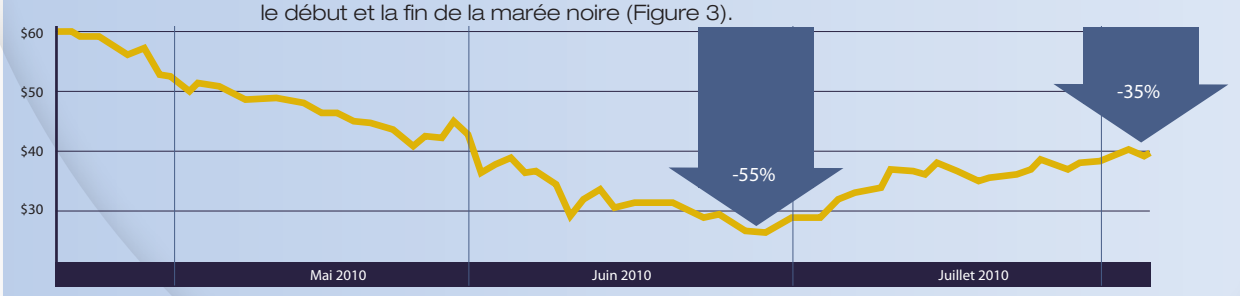
Les coûts environnementaux des 3 000 plus grosses entreprises répertoriées par Trucost, qui représentent la majeure partie du marché mondial des actions, s'élevaient en 2008 à 2,15 billions de US$. Ce chiffre équivaut à 7 % de leurs revenus combinés et à un tiers de leurs profits. Les investisseurs institutionnels qui investissent 100 millions de US$ dans un fonds d'investissement « possèdent » donc 5,6 millions de US$ de coûts externes engendrés par les sociétés détenues en portefeuille[22].

Clarifier les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance touchant à la responsabilité juridique pour les investisseurs et autres établissements financiers

Outre les risques de marché et les risques opérationnels, la responsabilité juridique desinvestisseurs institutionnels et de leurs agents est une préoccupation croissante. Selon un rapport de l'UNEP FI sur les relations entre le droit fiduciaire, les questions environnementales, sociales et de gouvernance et les investissements institutionnels (« rapport Freshfields »[23]), « *l'intégration des facteurs sociaux et environnementaux et du mode de gouvernance à la planification des investissements en vue de prévoir de façon plus fiable le rendement financier est tout à fait admise et, à la rigueur, exigée dans tous les pays.* » Le rapport de suivi « Fiduciary II », publié en 2009, souligne la nécessité, pour mettre en oeuvre la vision du rapport Freshfields, d'inscrire les questions environnementales, sociales et degouvernance dans les contrats entre les détenteurs et les gérants, et de confier la mise en place de ce cadre aux administrateurs fiduciaires en imposant aux clients l'obligationde rendre des comptes. Ce rapport souligne le devoir des gérantsd'actifs et des consultants en investissements

Figure 3
Évolution du cours de l'action BP entre le 20 avril et le 5 août 2010

Le coût économique de la marée noire de BP survenue en 2010 dans le golfe du Mexique s'élève à 90 milliards de US$ sur le plan de la capitalisation boursière[14] en cessions d'actions, en opérations de nettoyage et en versements compensatoires. Une grande agence de notation de crédit a abaissé la note de crédit de BP en juin 2010 de AA à BBB[15]. Depuis cette marée noire, les assureurs ont majoré de 50 % les polices couvrant les plateformes de forage en eau profonde et de 25 % celles situées en eaux peu profondes[16]. Le cours de l'action de BP a chuté, passant de 60 US$ par action le 20 avril, à 27 US$ le 25 juin, avant de remonter à 39 US$ le 5 août, date à laquelle on est parvenu à contenir la marée noire. Cela correspond à une baisse de 35 % du cours de l'action entre le début et la fin de la marée noire (Figure 3).



Cette catastrophe aura pour conséquence inévitable de recentrer le débat sur les considérations relatives aux risques environnementaux et sociaux pour le groupe ainsi que pour les établissements lui fournissant des services financiers. Depuis la fin des années 1970, les opérations pétrolières dans le golfe du Mexique ont connu une hausse vertigineuse. On comptait en 2010 pas moins de 3 800 plateformes pétrolières en activité.

d'aborder de façon proactive les questions environnementales,sociales et de gouvernance avec leurs clients, faute de quoi, ils s'exposent « *à un risque très réel de poursuites pour négligence au motif qu'ils ne se sont pas acquittés de leurs obligations professionnelles de diligence à l'égard du client* […] »[24]. Le rapport TEEB destiné aux responsables politiques tient un discours similaire et précise que les gouvernements peuvent tenir les entreprises responsables des impacts sur les BES en vertu du principe du pollueur-payeur[25].L'UNEP FI a réalisé une enquête en août 2010 pour connaître l'opinion des professionnels du secteur financier sur l'importance croissante des BES. Les signataires des Principes pour l'investissement responsable de l'ONU ont également été invités à répondre à l'enquête visant à comprendre la perception qu'ont les établissements financiers des secteurs exposés aux risques liés aux BES pour un secteur financier diversifié. Le Tableau 1 présente les notes moyennes secteur par secteur. Ces résultats se fondent sur les réponses de 48 établissements financiers et sont classés par couleur « important » (en rouge), « commence à devenir important » (en orange) et « pas important » (blanc). De nombreux établissements financiers considèrent que les BES gagnent en importance, notamment dans le secteur de la banque, des assurances et dans certains segments du secteur financier. Ceux-ci se traduisent par des défis en matière de réputation, des risques réglementaires, opérationnels et de crédit et par une responsabilité juridique. Les risques de marché, de responsabilité et les risques systémiques sont rarement considérés comme importants, sauf dans le secteur des assurances. Les risques systémiques liés aux BES revêtent également une importance dans le cas des investisseurs institutionnels, comme les fonds de pension.

Tableau 1
Exposition d'un secteur financier diversifié aux risques liés aux BES sur la base d'une enquête menée auprès de 48 professionnels du secteur financier

	Risque de réputation (le fait d'être associé à des impacts néfastes sur les BES peut porter sévèrement atteinte à l'image d'une société)	**Risque de crédit** (les risques associés au capital naturel peuvent conduire à une défaillance des investissements et se traduire par des informations inexactes sur les partenaires)	**Risque réglementaire** (gouvernement restreignant l'accès et/ou finançant des zones de diversité biologique)	**Risque opérationnel** (multiplication des catastrophes naturelles ou conséquences de la dégradation de l'environnement en termes de pertes d'exploitation ou de production, comme c'est notamment le cas pour le secteur agricole)	**Risque de marché** (impact des pertes des BES sur la volatilité des marchés)	**Risque de liquidité** (impact des pertes des BES sur la disponibilité des liquidités)	**Responsabilité juridique/risques de litiges** (établissements financiers tenus responsables de la dégradation des BES)	**Risques systémiques** (perte de BES affectant le fonctionnement [d'un segment] du secteur financier)
Services bancaires								
Financement de projet	Important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Commence à devenir important	Pas important
Autres financements structurés	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Services financiers aux entreprises	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Investissements								
Gestion de patrimoines privés	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Fonds de pension	Commence à devenir important	Pas important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Commence à devenir important	Commence à devenir important
Fonds d'assurance	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Fonds communs de placement	Commence à devenir important	Pas important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Pas important	Commence à devenir important	Pas important
Fonds souverains	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Fonds spéculatifs (hedge funds)	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Fonds de capital-investissement	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Pas important	Pas important
Assurance								
Assurance	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important	Commence à devenir important
Réassurance	Commence à devenir important	Pas important	Commence à devenir important	Pas important	Pas important	Pas important	Commence à devenir important	Pas important

Pas important — Commence à devenir important — Important

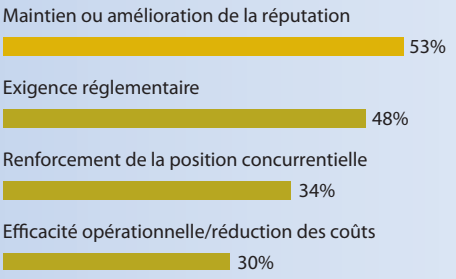
On a demandé aux établissements participant à l'enquête de remplir ce tableau en fonction de leurs clients dans les secteurs suivants : agroalimentaire, foresterie, pêche, tourisme, industrie des hydrocarbures, industrie minière et métallurgique, secteur de la construction et matériaux de construction, services d'utilité générale (énergie thermique et hydraulique).
Pour chaque cellule, ils pouvaient attribuer les notes suivantes : 0 = pas important 1 = commence à devenir important ; 2 = important. Les scores ont été calculés en effectuant la somme de l'ensemble des cellules, divisée par le nombre de réponses. Un score moyen inférieur à 0,67 correspond à la catégorie « pas important » (en blanc). Un score moyen entre 0,67 et 1,33 entre dans la catégorie « commence à devenir important » (en orange). Un score supérieur à 1,33 correspond à la catégorie « important » (en rouge).

3

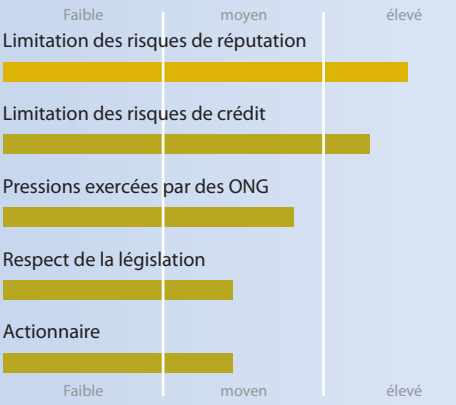
Facteurs illustrant l'importance de la biodiversité et des BES

La présente section s'efforce de démontrer la rentabilité des BES. Elle n'aborde en détail que les questions considérées comme significatives dans le Tableau 1 ci-dessus et notamment les risques de réputation, les risques opérationnels et les risques touchant à la responsabilité juridique. L'intérêt économique des BES pose question, surtout parce qu'ils apparaissent « intangibles ». Pour en finir avec cette idée reçue, cette section montre dans quelle mesure une grande partie de la clientèle des banques, des investisseurs et des assureurs accorde systématiquement de l'importance aux BES.

Figure 4a
Dans quelle mesure la biodiversité est-elle importante pour vos activités ?
(Enquête réalisée auprès de 1 043 responsables)



Raisons ayant **motivé la prise en compte par les établissements financiers des BES**



1. Risques de réputation

Une enquête réalisée par McKinsey auprès de divers responsables s'est intéressée aux raisons pour lesquelles différentes entreprises accordaient de l'importance à la biodiversité. D'après cette étude, l'importance de la biodiversité est surtout liée aux risques de réputation, devant les exigences réglementaires. Une autre étude, plus axée sur le secteur financier, est parvenue à des conclusions similaires (Figure 4b)[26].

2. Risques opérationnels

Comme indiqué précédemment, les risques opérationnels concernent principalement les industries qui dépendent des BES et celles qui ont une empreinte environnementale considérable. Ce document s'intéresse essentiellement aux défis opérationnels auxquels sont confrontées les industries suivantes : pétrole et gaz, extraction minière, hydroélectricité, pêche, foresterie et agroalimentaire.

Pétrole et gaz. D'après une étude de Goldman Sachs, la valeur moyenne des 230 plus grands projets d'exploitation de pétrole et de gaz à travers le

Pétrole et gaz

- Au cours des dix dernières années, le forage pétrolier et gazier a migré vers des eaux de plus en plus profondes, avec les répercussions graves sur les écosystèmes marins et côtiers que cela peut entraîner. Pour limiter au maximum les défaillances et ne pas financer des projets d'exploitation pétrolière et gazière dans des écosystèmes marins considérés comme trop fragiles et ne répondant pas aux normes de sécurité en matière d'environnement et de biodiversité, les établissements financiers peuvent exiger de leurs clients dans ce secteur d'appliquer de bonnes pratiques de gestion.
- En outre, les compagnies pétrolières et gazières travaillent de plus en plus dans des zones de diversité biologique telles que l'Amazonie. On dénombre aujourd'hui près de 180 blocs d'exploration pétrolière et gazière qui couvrent environ 688 000 km² de forêt en Amazonie occidentale, une des régions réputées pour abriter la plus grande diversité biologique au monde. L'exploitation des ressources pétrolières et gazières a eu des impacts environnementaux et sociaux considérables en Amazonie. Si l'on n'améliore pas les politiques existantes, ces problèmes risquent de s'aggraver compte tenu de l'ampleur et de la portée croissante des besoins prévisionnels en hydrocarbures[28]. Un nombre croissant d'établissements financiers s'abstient de financer des activités sur des sites inscrits au patrimoine mondial et des zones présentant une haute valeur de conservation. En outre, il est possible de garantir le respect des normes convenues à l'échelle internationale dans le domaine de la prospection de pétrole et de gaz en imposant aux compagnies les exigences suivantes[29] :
- L'interdiction de construire des routes, en vue de limiter considérablement les impacts sociaux et environnementaux des activités d'extraction ;
- La prise en compte des droits des peuples autochtones et la protection des terres des peuples volontairement isolés, qui ne sont pas toujours en mesure de donner leur consentement éclairé.

monde s'élève actuellement à 11,3 milliards de US$. Pour répondre à la demande énergétique, les compagnies pétrolières et gazières sont amenées à déployer leurs activités dans des régions de plus en plus instables et difficiles. Les risques non techniques, et notamment la sensibilité des écosystèmes, peuvent ainsi représenter jusqu'à 75 % des coûts et des retards totalisés sur des grands projets d'exploitation de pétrole et de gaz[27]. Ces risques concernent, entre autres, le forage pétrolier en (haute) mer et le forage dans des forêts tropicales.

Extraction minière. L'eau constitue un défi opérationnel important pour les activités minières dans des régions qui connaissent déjà ou qui vont bientôt connaître des difficultés d'approvisionnement. Les risques opérationnels liés aux pénuries en eau se manifestent de deux manières[30] : des coupures d'électricité, pour les installations qui dépendent de l'hydroélectricité pour leur activité, et des difficultés pour maintenir la production, du fait de la consommation d'eau importante de l'industrie minière.

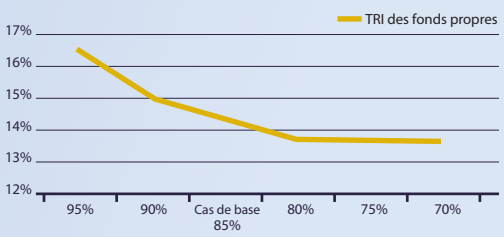
Extraction minière

La demande en eau dans les régions arides ou semi-arides du Chili menace de provoquer des arrêts de travail ou des fermetures de mines, faute des ressources en eau nécessaires. L'industrie du cuivre du pays est particulièrement touchée par les problèmes de pénurie des ressources en eau. Selon un rapport sur ce secteur publié en 2009, la consommation en eau de l'industrie minière augmentera de 45 % d'ici 2020[31]. La demande en eau à l'échelle du pays (dont l'extraction minière constitue la principale composante industrielle) est six fois plus importante que le renouvellement de l'eau[32]. Dans les régions arides du Nord du pays, l'extraction minière menace d'épuiser les ressources en eau souterraine, ce qui pourrait entraîner à terme l'effondrement de la production de cuivre, l'une des principales exportations du Chili[33]

Hydroélectricité. Les écosystèmes forestiers et montagneux répondent aux besoins en eaudes 2/3 de la population mondiale. La plupart des industries ont besoin de sources d'eau fiablespour fonctionner et ont aussi un impact sur la qualité de l'eau à travers leurs rejetsd'eaux usées. La plus grande partie des investissements dans la production d'énergie s'effectuentsur le long terme et l'approvisionnement futur en eau est incertain, donc les prêteurs et les investisseurs tendent, dans leur majorité, à privilégier des ressources en eau suffisantes pour l'avenir ainsi que la viabilité financière de leurs prêts et de leurs investissements[34]. Selon un rapport du World Resource Institute (WRI) 79 % des 60 gigawatts de capacités supplémentaires prévues seront construits dans des zones déjà sujettes à des pénuries ou à un stress hydrique.

Hydro-électricité

HSBC et le World Resource Institute (WRI) sont parvenus à la conclusion que les pénuries d'eau avaient un impact négatif sur la production d'électricité indienne. Chaque diminution de 5 % du facteur de charge d'une centrale électrique se traduit par une baisse de près de 75 points de base du taux de rentabilité interne (TRI)[35]. Voir Figure 5 (à droite).



Pêche. La pêche s'oriente de plus en plus vers des stocks en eaux profondes. 90% des stocks prévisionnels ont été épuisés par rapport aux niveaux préindustriels, avec une perteen termes de retombées économiques estimée à 50 milliards de US$ par an. À l'échelle mondiale, les pertes réelles cumulées de bénéfices nets, résultat de la mauvaise gestion des pêches à l'échelle internationale sur la période 1974-2007, s'élèvent à 2,2 billions de US$[36]. Selon l'étudeTEEB pour les entreprises, le secteur de la pêche pourrait voir ses bénéfices diminuer de 80 à 100 milliards de US$ et perdre 27 millions d'emplois[39]

Foresterie. Ce secteur est entièrement dépendant des ressources naturelles, qu'il s'agissede stocks naturels ou de plantation. En Chine, la déforestation rapide met en danger des BES comme la protection des bassins versants et la conservation des sols, provoquant d'importantes sécheresses ou de graves inondations dans plusieurs grands bassins hydrographiques. On estime le coût des dégâts engendrés à 30 milliards de $US et le nombre de victimes à plusieurs milliers. Selon une autre étude, le coût des pertes de BES liées à l'exploitation forestière du secteur chinois des matériaux et de la construction est estimé à 12,2 milliards de $US par an[37].

Agro-industrie. L'intensification des activités agricoles, le recours excessif à des produits chimiques et à l'irrigation et le surpâturage ont dégradé les sols et les terres agricoles, tout en intensifiant la désertification, ce qui a eu entraîné la pénurie et la pollution des ressources en eau et le recul des surfaces productives et de la

Run-on

Agro-industrie

- Un approvisionnement limité pour certains produits agricoles peut entraîner des haussesde prix qui vont peser sur les sociétés agro-alimentaires situées plus en aval de la chaîned'approvisionnement. Une partie du surcoût lié à ces pénuries pourra être supporté parles sociétés agroalimentaires elles-mêmes, avec une réduction desmarges[40]. La demande alimentaire devrait également doublerd'ici 2050. Comme l'irrigation absorbe 70% du volume d'eau douce prélevée à l'échelledu globe, les risques de pénuries majeures et les menaces pesant sur le secteuragroalimentaire restent importants.
- On estime la valeur annuelle des pollinisateurs (abeilles indigènes et autres insectespollinisateurs) à près de 190 milliards de US$1, sur le plan deshausses des rendements et pour divers bienfaits dans d'autres domaines. Le coût total de l'effondrement des colonies d'abeilles en 2007 aux États-Unis,s'élève, pour les producteurs, à 15 milliards de US$. En 2009, la Convention sur la diversitébiologique (CDB) a évalué l'impact économique des espèces invasives à 1,4 billion, soit 5 % du PIB mondial[42].

production38. Selon l'étude TEEB pour les entreprises (2010), près de 85 % des terres agricoles sont considérées comme dégradées du fait de l'érosion, de la salinisation, de la compression des sols, de l'appauvrissement des sols en éléments nutritifs, de la pollution ou de la dégradation biologique. Chaque année, 12 millions d'hectares sont perdus à cause de la désertification[39]

3. Législation et responsabilité

L'étude TEEB pour les entreprises (2010) et d'autres publications récentes, telles que celles du Forum économique mondial et de PwC (2010) datées de la même année, répertorient de plus en plus d'exemples d'entreprises tenues pour financièrement responsables des impacts sur les BES. En 2003, des peuples autochtones en Équateur ont engagé des poursuites contre ChevronTexaco devant un tribunal équatorien, accusant la société de rejets sauvages d'effluents pétroliers toxiques dans 350 fosses à ciel ouvert, ainsi que dans des zones humides et cours d'eau du bassin de l'Amazone dont les tribus locales dépendent pour l'eau potable, la toilette et la pêche. En 2010, le groupe, accusé d'avoir contaminé des forêts tropicales et des cours d'eaux, était engagé dans une bataille juridique de 27 milliards de US$[43]. Ce type de poursuites risque d'avoir des répercussions sur les établissements financiers car elles peuvent influencer le cours de l'action des sociétés cotées. Dans le cas de la directive de l'Union européenne sur la responsabilité environnementale, les établissements financiers sont tenus d'évaluer dans quelle mesure ces facteurs augmentent l'exposition de leurs clients à des responsabilités à l'égard des BES.

La directive tient les entreprises pour directement responsables, aussi bien sur le plan de la responsabilité personnelle que sur celui des impacts sur les ressources en eau, la faune, la flore et les habitats naturels. Les exploitants qui exercent des activités dangereuses ou potentiellement dangereuses peuvent être tenus responsables des coûts de la prévention ou de la réparation des dommages environnementaux (UE 2004)[44]. En vertu de cette directive, les dommages environnementaux sont définis comme :

- les dommages directs ou indirects causés au milieu aquatique protégé par la législation communautaire sur la gestion de l'eau ;
- les atteintes directes ou indirectes aux espèces et aux habitats naturels, protégés à l'échelle communautaire par la directive de 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages et par la directive de 1992 relative à la conservation des habitats naturels ;
- les contaminations directes ou indirectes affectant les sols, qui présentent un risque significatif pour la santé humaine.

La nouvelle directive sur la responsabilité environnementale étend la responsabilité des activités qui ont des effets potentiellement préjudiciables sur les plans d'eau et la biodiversité. Certains États membres ont choisi de mettre en œuvre des mesures plus strictes en restreignant par exemple la validité des défenses fondées sur les arguments de l'état des connaissances et du permis, en augmentant le nombre d'espèces protégées et d'habitats naturels et en tenant tous les exploitants pour strictement responsables des dommages causés à la biodiversité. Dans la plupart des pays de l'Union européenne, les compagnies d'assurance n'ont pas l'obligation de couvrir cette nouvelle forme de responsabilité liée à la biodiversité, sauf en Hongrie, en Slovénie et en Suède, où cette couverture est obligatoire[45].

> **« En tant qu'être humains, nous nous considérons comme l'espèce prédominante sur Terre. À l'échelle de la nature, nous ne sommes qu'une espèce parmi tant d'autres et qui plus est, la plus nuisible.** Chez YES BANK, nous respectons l'écosystème et notre place au sein de ce dernier. Notre approche responsable des services financiers accorde de l'importance aux impacts environnementaux et sociaux dans le cadre d'un financement durable. Nous soutenons activement la vision de l'UNEP FI en faveur d'un monde plus respectueux de l'environnement et nous avons été la première banque indienne signataire. »
>
> **Rana Kapoor**
> Fondateur/Président directeur général de YES BANK

> **« Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de toutes les espèces ayant peuplé la Terre ont aujourd'hui disparu.** Nous devons redoubler d'efforts pour mettre en œuvre et promouvoir un environnement durable dans tous les secteurs afin de combattre l'extinction des espèces et de sauver le un pour cent restant. »
>
> **Orhan Beskok**
> Vice-président exécutif, TSKB

4

Rendre la biodiversité et les BES opérationnels dans le secteur de la finance

Si le secteur financier commence à reconnaître l'importance relative de la biodiversité et des BES, de nombreuses sociétés n'en sont qu'au début de leur réflexion sur cette question[46]. Le schéma ci-après montre de quelle manière les établissements financiers et les activités de prêt, d'investissement et d'assurance peuvent intégrer les BES.

Une enquête de l'UNEP FI a demandé aux personnes interrogées comment ces services étaient actuellement pris en compte dans les produits et les services financiers, ainsi qu'au niveau organisationnel. Le panel des participants comprenait les représentants de 48 banques, des gestionnaires et détenteurs d'actifs et des assureurs. La Figure 6a montre comment les BES sont pris en compte sur le plan organisationnel tandis que la Figure 6b décrit la façon dont les banques, les investisseurs et les assureurs intègrent ces problématiques dans leurs produits, leurs services et leurs stratégies.

Organisation

- Politique en matière de biodiversité
- Système de gestion et/ou gouvernance
- Politique d'engagement à l'égard des services écosystémiques
- Suivi et communication sur les services écosystémiques
- Formation sur les BES

Prêts

- Analyse des risques environnementaux et sociaux (fondée sur le modèle de la Société financière internationale (SFI) ou de la Banque mondiale, par exemple)
- Politiques de crédit pour les industries sensibles aux BES
- Procédures de vérification
- Engagement

Placements (gestionnaire)

- Analyse des placements (R&D)
- Meilleurs résultats
- Élimination de certains impacts inacceptables sur les BES
- Vote (par procuration) pendant l'AGA
- Engagement

Placements (propriétaire)

- Intégrer les BES dans les politiques d'investissement
- Demander aux gestionnaire d'actifs de favoriser l'intégration des BES dans les conventions de gestion de placements et d'en rendre compte

Assurance

- Évaluer l'importance relative des BES à travers différentes branches des assurances, des produits et des services
- Prendre systématiquement en compte les BES dans la gestion des risques, la souscription, le développement de produits et la gestion des sinistres
- Collaborer avec les clients et les partenaires pour limiter les risques liés aux BES

Figure 6a
Comment les BES sont pris en compte au niveau organisationnel par 48 établissements financiers

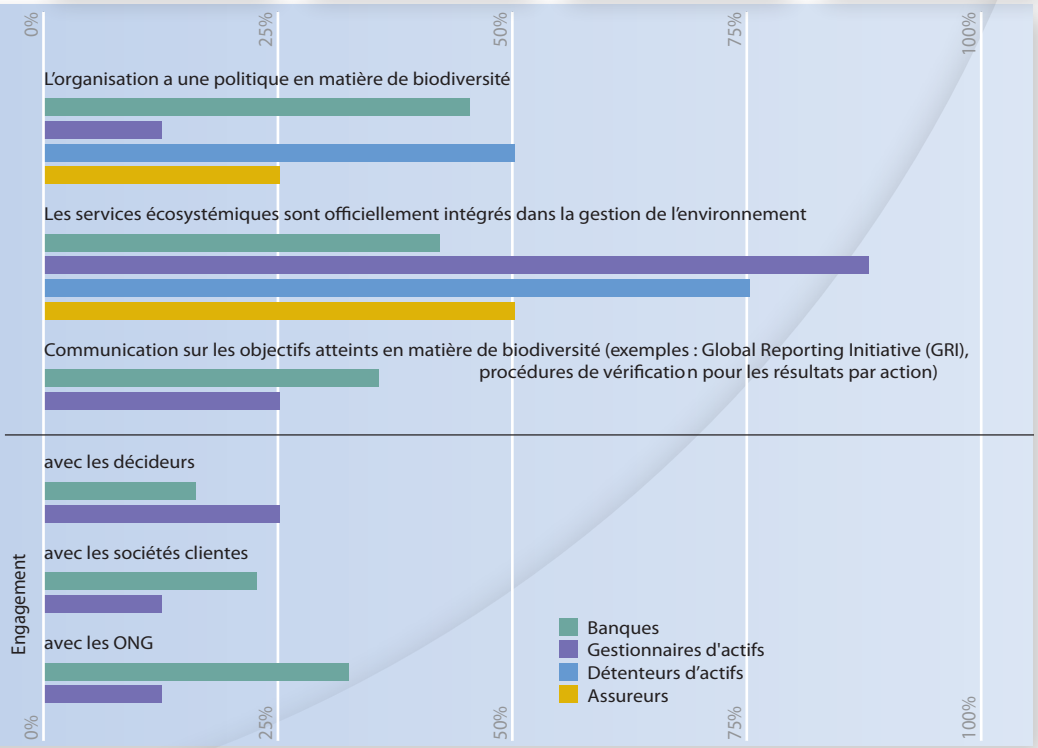
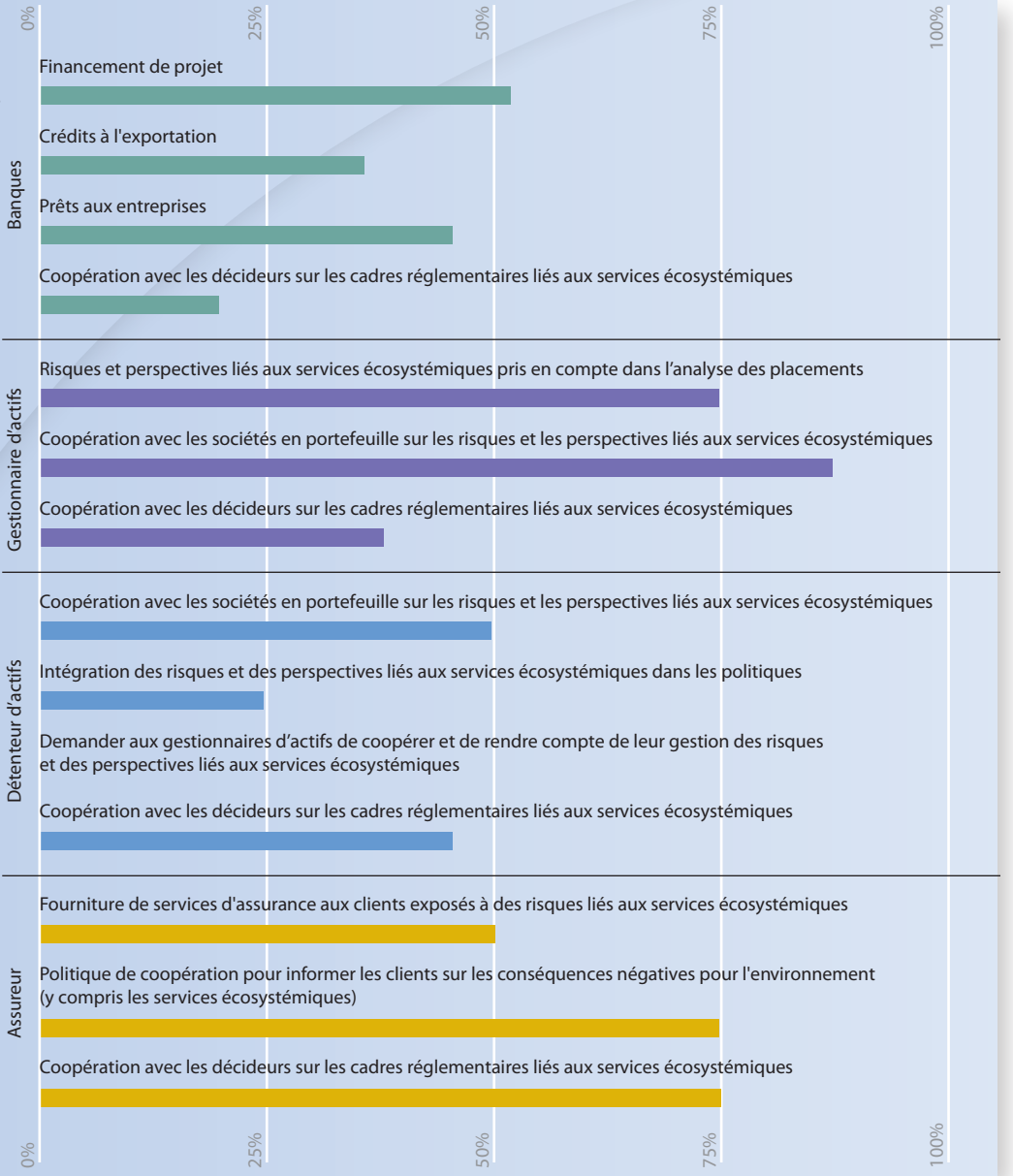


Figure 6b
Comment les BES sont pris en compte dans les produits et les services de 48 établissements financiers



Les résultats montrent que les BES commencent à être pris en compte au niveau organisationnel par les membres de l'UNEP FI et les signataires des Principes pour l'investissement responsable et notamment par les banques et les gestionnaires d'actifs. La plupart d'entre eux n'ont cependant pas encore mis en œuvre des mesures pour intégrer ces problématiques dans leur organisation. La situation est différente lorsque l'on s'intéresse à la place qui est accordée aux BES dans les stratégies, les produits et les services financiers. Bon nombre de banques, de gestionnaires et de détenteurs d'actifs et d'assureurs affirment intégrer les BES dans leurs produits et leurs services financiers. La section suivante montre comment certains établissements financiers tournés vers l'avenir intègrent les BES dans leurs activités.

Comment les banques intègrent les BES

De tous les segments d'activité du prêt, le financement de projet est celui où les BES ont le plus logiquement acquis de l'importance. Le principal facteur ayant suscité une prise de conscience à ce sujet a été le risque de réputation lié au financement de projet. Les BES peuvent également avoir des répercussions financières directes s'ils engendrent des retards dans des projets dénués de légitimité sociale. Les Principes de l'Équateur favorisent la prise en compte de plus en plus fine des risques environnementaux et sociaux dans le cadre du financement de projet. Les BES revêtent également une certaine importance pour les crédits à l'exportation et d'autres instruments financiers structurés. Il est beaucoup plus difficile de déterminer l'impact des BES sur les prêts aux entreprises, à savoir, le financement au jour le jour de grandes sociétés clientes. Dans certains secteurs ayant un impact élevé sur la biodiversité ou fortement dépendants de celle-ci, ainsi que dans les régions où les BES ont déjà subi des dégradations plus ou moins graves, la question des risques opérationnels encourus par les débiteurs peut se poser. Les encadrés ci-après présentent les stratégies mises en œuvre par Rabobank et Crédit Suisse à l'égard des BES.

Comment la Rabobank a intégré la biodiversité dans son cœur de métier

La Rabobank est une banque internationale spécialisée dans l'agroalimentaire. Elle a défini cinq principes dans ce domaine, dont celui d'une « gestion responsable des ressources naturelles. » Ce principe se décompose en une série de mesures, telles que la prévention de la dégradation et de l'érosion des sols, la réduction de la pollution des eaux souterraines et de surface, la prévention de la surpêche, la réduction des dégâts causés à l'écosystème marin et plus généralement, la préservation des zones présentant une haute valeur de conservation et de la biodiversité.

Sur la base de ces principes, Rabobank a élaboré des politiques relatives à la chaîne d'approvisionnement pour plusieurs secteurs dans lesquels elle a une forte présence, en particulier dans l'agroalimentaire. Dans chacune de ces politiques, la biodiversité et les BES jouent un rôle central dans la mesure où ils sont intégrés en tant que risques ou perspectives dans les décisions en matière de crédit, les acquisitions et les collaborations avec des clients. Ces politiques sont axées sur les clients des secteurs suivants : 1) pêche, 2) huile de palme, 3) soja, 4) canne à sucre, 5) cacao, 6) café, 7) biocarburants, 8) coton, 9) foresterie, 10) aquaculture, 11) pétrole et gaz, 12) extraction minière. D'autres politiques transversales concernent le bien-être animal et les organismes génétiquement modifiés. Une politique spécifiquement centrée sur la biodiversité est en cours de finalisation.

Comment le Credit Suisse tient compte des problématiques liées à la biodiversité et aux BES

Le Credit Suisse intègre la biodiversité dans ses activités au travers d'une politique, de stratégies et d'un processus de haut niveau en matière d'environnement durable. Si son processus de gestion des risques dans ce domaine est mis en œuvre de manière indépendante, il peut également s'inscrire dans un processus plus vaste de gestion du risque de réputation. Ce processus de gestion des risques en matière d'environnement durable permet à la banque d'identifier et de prendre en compte d'éventuels impacts environnementaux et/ou sociaux (sur l'emploi, la collectivité) significatifs. L'incidence sur l'écosystème et/ou la perte de biodiversité constituent toutefois bien souvent un facteur essentiel dans toute transaction, s'agissant notamment de la conversion des terres. Le processus du Credit Suisse s'applique à l'ensemble des activités qui concernent des secteurs sensibles (extraction, foresterie, agroalimentaire) et pas seulement aux crédits. Il a pour objectif principal d'identifier et d'empêcher la conversion de forêts présentant une haute valeur de conservation et comporte, à ce titre, des politiques et des directives spécifiques aux industries en matière de gestion durable. La banque encourage également ses clients spécialisés dans des secteurs sensibles à adopter des bonnes pratiques de gestion et impose l'adhésion aux organismes du secteur industriel pertinents, tels que le Forest Stewardship Council (FSC) et la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO).

Comment les investisseurs intègrent les BES

Pour bon nombre de sociétés de placement, les BES ne constituent pas des risques ou des perspectives significatifs. Les conclusions et les recommandations du rapport TEEB indiquent que cette situation est appelée à évoluer et que les investisseurs qui prendront conscience de ces problématiques et instaureront des processus pour analyser et préserver leurs placements de la dépendance à l'égard des BES et des impacts de ces derniers pourront bénéficier d'un avantage compétitif. Les deux exemples suivants illustrent l'approche d'un détenteur et d'un gestionnaire d'actifs à l'égard des BES.

VicSuper : intégrer les BES dans la propriété des actifs

VicSuper est un grand fonds de pension australien qui intègre explicitement des problématiques de durabilité environnementale dans ses activités et ses placements en vue d'obtenir les meilleurs rendements à long terme pour ses bénéficiaires. Au 30 juin 2010, VicSuper gérait un actif d'approximativement 7,2 milliards de dollars australiens. Les BES constituent l'une des principales questions de durabilité qu'il souhaite prendre en compte, à terme, pour l'ensemble de ses placements. VicSuper intègre les BES dans ses activités de placement de plusieurs façons :

- La sélection et la gestion des placements. Les risques et les perspectives liés aux BES sont explicitement en compte dans plusieurs actions cotées et non cotées, sélectionnées pour leur rendement supérieur en termes de gestion durable. En outre, VicSuper privilégie les investissements innovants dans l'écosystème pour tirer les rendements d'une agriculture durable et des paiements de BES.
- Initiatives d'engagement collaboratif. VicSuper est signataire de plusieurs initiatives, dont la Forest Footprint Disclosure, le Carbon Disclosure Project (CDP), le CDP Water Project et le groupe d'investisseurs sur le changement climatique Australie/Nouvelle-Zélande.
- Engagement dans les entreprises. VicSuper a recours à des services extérieurs pour mettre en place des collaborations avec les entreprises dans lesquelles il investit sur des questions importantes de durabilité environnementale telles que le changement climatique, la biodiversité, la foresterie et les ressources en eau. Ces coopérations ne concernent que les actions cotées, soit près de la moitié du total de l'actif géré.

Robeco : l'approche d'un gestionnaire d'actifs en matière d'intégration des BES dans le secteur pharmaceutique

Dans le cadre d'une nouvelle politique en matière de biodiversité et de BES, Robeco coopère avec des entreprises qui dépendent de ces derniers pour leurs activités, comme, entre autres, les secteurs de l'agroalimentaire et du tourisme et l'industrie pharmaceutique[47]. Si la dépendance de l'industrie agroalimentaire envers les BES est bien établie, l'ampleur de la dépendance d'autres secteurs, tels que l'industrie pharmaceutique, vis-à-vis des BES et le degré d'intégration des politiques et des pratiques de gestion des risques est encore mal connu. Pour Robeco, ces coopérations permettent de sensibiliser le secteur pharmaceutique et de favoriser sa responsabilité à l'égard de cette dépendance. L'idée est d'évaluer la possibilité d'optimiser les résultats de l'entreprise en utilisant les BES de manière innovante et de mettre en relief l'articulation entre la gestion des risques et la dépendance à l'égard de la biodiversité dans la communauté des investisseurs. Les résultats de ces coopérations pourront être communiqués aux gestionnaires afin de les aider à constituer leurs portefeuilles ou à comprendre l'exposition d'une société à des risques liés à certains BES, avec les conséquences que cela implique sur les décisions en matière de placement.

Comment les assureurs intègrent les BES

Pour les compagnies d'assurance, les risques liés aux BES peuvent avoir un impact négatif sur la rentabilité technique (inondations consécutives à la déforestation et qui entraînent des pertes assurées ou non assurées) et les rendements des placements. Les compagnies d'assurance ne sont pas uniquement des porteurs de risques proposant des produits d'assurance mais sont aussi des gestionnaires de risques à travers leurs services de prévention et d'atténuation des pertes. De nouvelles perspectives s'ouvrent pour les assureurs tournés vers l'avenir en matière de développement de nouveaux produits susceptibles de leur permettre de se distinguer de leurs concurrents. HSBC Assurances Brésil et la compagnie japonaise Tokio Marine & Nichido Fire Insurance ont ainsi élaboré de nouveaux produits d'assurance qui compensent les émissions de carbone de leurs clients en préservant des parcelles de forêt naturelle (comme c'est le cas au Brésil) ou en plantant des mangroves (exemple du Japon).

La Green Insurance de HSBC Assurances Brésil ou comment se différencier de ses concurrents

Lancée en 2007, la Green Insurance de HSBC est un produit d'assurance automobile standard, qui, outre tous les avantages d'un produit d'assurance classique, permet à ses clients de compenser les émissions de CO^2 produites par leurs habitations ou leurs véhicules. Créée en partenariat avec l'ONG Sociedade de Pesquisaem Vida Selvagem (SPVS), elle compense les émissions de carbone en préservant une parcelle de forêt naturelle dont l'étendue est proportionnelle au volume moyen des émissions de carbone estimées d'un véhicule ou d'une habitation. Entre 2007 et juin 2010, la Green Insurance a ainsi contribué à la préservation de plus de 27 millions de m^2 de forêt naturelle, et notamment de vestiges gravement menacés de forêts d'araucarias. Ce produit est considéré comme une bonne pratique par le groupe et a été repris dans d'autres pays d'Amérique latine. Il permet en outre à HSBC Assurances Brésil de se distinguer de ses concurrents.

Les forêts, qui nécessitent une longue période de maturation, constituent un actif qui répond aux engagements des fonds de pensions en matière de revenus à long terme. Des produits tels que les dérivés climatiques et les obligations catastrophes offrent aux investisseurs des solutions de transfert des risques[47]. Le secteur de l'assurance se montre naturellement prudent concernant l'élaboration de nouveaux produits, notamment pour les nouveaux risques liés à l'environnement tels que les BES. Certains éléments probants laissent néanmoins présager des perspectives. Une enquête mondiale menée en 2009 par le groupe de travail sur l'assurance de l'UNEP FI sur l'analyse et l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise dans le cadre de la souscription d'assurances et du développement de produits, suggère que la perte de biodiversité, la dégradation des écosystèmes et la gestion de l'eau ouvrent un ensemble de perspectives dans les secteurs de l'agroforesterie, de l'assurance de sinistres, de l'assurance santé, de l'assurance vie, de l'assurance maritime, aérienne et de transports et de l'assurance des biens[48].

5

Baissier ou haussier ? Conquérir des marchés environnementaux en pleine expansion

Plusieurs types de perspectives liées aux BES s'offrent aux établissements financiers :

- les établissements qui ont été parmi les premiers à intégrer les BES peuvent améliorer leur réputation et créer de la valeur pour leurs pratiques commerciales.
- le renforcement des capacités internes liées aux BES peut avoir un impact positif sur les services de conseil aux entreprises.
- des réductions de coûts pourront être réalisées en conseillant les clients sur les méthodes d'intégration des BES dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- Les marchés environnementaux commencent à voir le jour dans un nombre croissant de pays (Tableau 2). Les établissements financiers qui ont une bonne connaissance de ces marchés pourront tirer parti de ces nouvelles perspectives en proposant des services de courtage, des systèmes de registre ou des fonds spécialisés.

Tableau 2
Marchés environnementaux intégrant directement ou indirectement les BES

Catégorie d'actif lié aux BES	Valeur de marché	Année	Type de marché
Atténuation/compensation des impacts sur la biodiversité	1.8 – 2.9 milliards de US$	2008	Privé (plafonnement et échange)[51]
Biocarbone			
De gré à gré (carbone forestier), y compris de REDD+	31,5 millions de US$ 5,3 millions de US$	2008	Privé (volontaire)[52]
Chicago Climate Exchange (carbone forestier	0,3 millions de US$	2008	Privé (volontaire)
MDP (reboisement/boisement)		2008	Privé (plafonnement et échange)
Cosmétiques/hygiène personnelle/ médicaments :contrats de bio-prospection	30 millions de US$	2008	Privé (volontaire)[39]
Produits agricoles certifiés, y compris des produits forestiers non ligneux	40 milliards de US$	2008	Privé (volontaire)[39]
Produits forestiers certifiés (FSC, PEFC)	5 milliards de US$ (produitscertifiés FSC)	2008	
Paiement des services des bassins versants (privé volontaire)	5 millions de US$ (ex. : Costa Rica, Équateur)		
Paiement des BES liés à l'eau (gouvernement)	5,2 milliards de US$	2008	Public[39]
Autres paiements de BES (subventionnés par l'État)	3 milliards de US$	2008	Public[39]
Fonds privés pour la conservation des terres, servitudes de conservation (ex. : Amérique du Nord, Australie)	8 milliards de US$ (pour les seuls États-Unis)	2008	Public[39]

Certains pays ont promis un montant cumulé de 5,8 milliards49 de US$ pour favoriser l'adoption des crédits carbone destinés à prévenir la déforestation (REDD+). Il est difficile d'évaluer l'importance quepourra revêtir un marché de REDD+ parce que où celle-ci dépend des tendances futuresdes émissions des différents pays, de la rigueur des objectifs dans le cadre d'un nouvel accord pour l'après 2012 ou de l'efficacité de mécanismes concurrents. Il est possible, sur le plan de l'offre,de procéder à des évaluations approximatives. Selon une étude menée par EcoSecurities en 2007[50], la taille des marchés annuels pour les crédits de REDD+ s'inscrit dans une fourchette de 3 à 30 milliards de US$, pour des objectifs de réduction de la déforestation allant de 5 % à 50 % par rapport aux niveaux enregistrés sur la période 1990-2005.Ces dernières années ont été marquées par plusieurs initiatives pour mettre en place des fondsd'investissement afin de financer des entreprises et des projets générant des rendements écologiques et financiers, mais la taille de ces fonds reste modeste. Les premières tentatives sont principalement le fait d'ONG telles queConservation International par le biais de Verde Ventures et de The Nature Conservancy, par l'intermédiaire del'EcoEnterprise Fund. Ce dernier a investi 6,3 millions de US$ de capitaux d'emprunt dans 23 PMEs. Plus récemment, plusieurs entreprises proposant des approches novatrices ont fait leur apparition. Les trois exemples présentés ci-après sont ceux de dunouveau fonds d'investissement de la Sumitomo Trust (biodiversité), de l'approche novatrice d'Agro-Ecological (agriculture biologique) et des investissements de New Forests (marchés environnementaux). Ces fonds constituentdes alternatives intéressantes pour les gestionnaires etles détenteurs de placements qui souhaitent accéderà des marchés innovants et sous-développés.

Sumitomo Trust and Banking Co lance un nouveau fonds d'investissement dans la biodiversité unique en son genre

En août 2010, Sumitomo Trust a lancé un fonds d'investissement japonais qui fait l'objet d'une gestion active et intègre la biodiversité. C'est le premier fonds commun d'actions de ce type dans le monde. Ce fonds, qui s'appuie sur les recherches en investissements de Sumitomo, finance des entreprises japonaises qui contribuent activement à la conservation de la biodiversité. Pour sélectionner les titres et construire ses portefeuilles, la banque met l'accent sur les trois critères suivants :

- Entreprise participant ou non activement à la réduction de l'impact de ses activités sur la biodiversité (gestion des risques) ;
- Entreprise proposant ou non des savoir-faire et des services qui contribuent à la préservation de la biodiversité (perspective) ;
- Entreprise qui se fixe ou non des objectifs à long terme tels que des programmes d'action pour préserver la biodiversité.

Parmi les entreprises susceptibles d'intégrer ce fonds, figurent des sociétés utilisant des technologies pouvant réduire les impacts néfastes sur la biodiversité, des entreprises préservant la biodiversité et des entreprises dotées de programmes à moyen ou long termes pour protéger celle-ci. La banque part du principe que ce fonds commun pourra apporter une aide financière à des activités qui favorisent la biodiversité et encourage les personnes sensibles à ces problématiques à y contribuer.

Agro-Ecological Investment Management : une approche novatrice en matière d'investissements dans un secteur ancien

Agro-Ecological est une société spécialisée dans la gestion d'actifs, axée sur les investissements dans l'agriculture/les terres agricoles comme catégorie d'actif administrée selon les règles de l'agriculture biologique. Cette stratégie d'investissement consiste à acquérir des fermes conventionnelles et à les transformer en actifs gérés suivant les règles de l'agriculture biologique afin d'améliorer la résistance, la trésorerie et la plus-value du capital à long terme. L'approche adoptée par Agro-Ecological entraînerait une amélioration mesurable de la biodiversité et des BES. Ces excellents résultats en matière de biodiversité ne sont pas seulement un effet externe positif mais également une stratégie délibérée pour améliorer les rendements et obtenir ainsi de meilleurs résultats financiers (l'amélioration des résultats en matière de BES s'accompagnant de meilleurs rendements financiers). Cette hausse des rendements des investissements n'est pas corrélée aux revenus directement générés par les marchés de la biodiversité.

Son champ d'action géographique s'étend désormais au-delà de la Nouvelle-Zélande, avec des projets en cours de développement pour l'Afrique, l'Amérique latine et les États-Unis. Le rendement des investissements dans l'agriculture pastorale en Nouvelle-Zélande sont d'approximativement 10 % à 13 % (appréciation et rendement de la trésorerie). L'intégration dans un portefeuille d'une composante de culture pérenne offre, quant à elle, des rendements de l'ordre de 15 %. Les rendements des investissements proviennent de la vente de denrées agricoles biologiques (rendement annuel de la trésorerie), comme le lait, et, à terme, de la sortie des investissements de portefeuille par la vente à des institutions, à des sociétés de gestion financière stratégique ou par voie d'offre publique initiale (IPO).

New Forests trouve un créneau dans des marchés en pleine croissance pour les services et les produits écosystémiques

New Forests est une société de gestion de placements dans les forêts exploitables qui possède une expérience dans la monétisation de produits écologiques tels que le carbone et la biodiversité, pour donner une valeur ajoutée aux investissements dans le secteur forestier ou en tant qu'actifs à part entière. La société gère le Australia New Zealand Forest Fund, qui investit dans des actifs liés à des plantations forestières durables en Australie et en Nouvelle-Zélande et le Eco Products Fund, qui finance des instruments bancaires visant à préserver la biodiversité et à atténuer les impacts environnementaux et des mesures préalables de mise en conformité en matière d'émissions de carbone, principalement aux États-Unis. La société compte parmi sa clientèle des investisseurs institutionnels et des investisseurs de capital-investissement recherchant une exposition aux rendements relativement stables du bois de construction sur des marchés matures, ainsi qu'à des meilleurs rendements ajustés au risque sur de nouveaux marchés géographiques comme l'Asie, et de nouvelles catégories d'actifs, telles que les produits écologiques.

New Forests gère la Malua Biodiversity Bank située à Sabah (Malaisie) comme un instrument commercial pour la conservation de 34 000 hectares qui constituent l'habitat naturel des orangs-outans et jouxtent des terres de plantations de palmiers à huile récemment converties. Elle gère également des investissements dans le carbone forestier, exposés au marché du carbone de la Californie et à de nouveaux marchés internationaux, grâce à sa grande expérience de la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD). Basée en Australie, la société possède plusieurs succursales dans le monde entier.

6
Vision pour 2020

Nul ne peut prédire ce que l'avenir nous réserve en 2020. Il est cependant probable que la diversité biologique et les BES qui la sous-tendent vont continuer à reculer. Une finance performante et responsable va de pair avec une bonne compréhension de l'impact de facteurs externes sur le plan micro-économique et macro-économique tels que le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et la pénurie des ressources en eau sur le comportement des usagers, la demande vis-à-vis des produits et la compétitivité des secteurs et des entreprises dans différentes régions du monde. Les gouvernements seront probablement plus souvent amenés à prendre des mesures pour préserver les écosystèmes afin de contribuer de manière significative à endiguer la perte de biodiversité d'ici 2020. Cela aura pour conséquence d'accroître la responsabilité juridique des entreprises dont les activités ont des répercussions néfastes graves sur les écosystèmes. Les prêteurs, les investisseurs et les assureurs ont le devoir de prendre suffisamment en compte cette nouvelle forme de responsabilité au moment d'évaluer la solvabilité d'un client. Dans la perspective du prochain Sommet de la Terre Rio+20 de 2012, cette section présente une vision d'ensemble des implications pour les banques, les investisseurs et les assureurs à l'horizon 2020. Elle propose également des recommandations pour mieux intégrer les BES dans les produits et les services financiers.

Banques

- La responsabilité juridique des entreprises des secteurs ayant une incidence très négative sur les BES est appelée à s'étendre. Aussi, les BES doivent être pris en compte dans les analyses de risques de routine et les systèmes de gestion.
- Les consommateurs auront une perception de plus en plus aiguë des liens entre la finance, les activités des entreprises sur le terrain et la dégradation de l'écosystème. Ils attendront de leurs banques qu'elles en finissent avec certaines méthodes de financement ayant des impacts inacceptables sur la société et l'environnement.
- La mauvaise gestion des impacts et la dépendance à l'égard des BES constitueront pour les banques des risques de réputation par association dont l'importance ira croissant, notamment sur le plan des financements structurés.
- Des perspectives s'ouvrent pour le développement de nouveaux produits et services potentiellement rentables ayant une influence positive sur les BES.

Investisseurs

- Les investisseurs s'aperçoivent que la compétitivité d'un nombre croissant d'entreprises de secteurs fortement dépendants des BES (pêche, tourisme, foresterie et agriculture) va diminuer en raison de la détérioration de l'écosystème dont leurs produits sont issus. Parallèlement, les entreprises d'un éventail de plus en plus large de secteurs (extraction, industrie et commerce), qui comprennent que l'intégration des problématiques environnementales, sociales et de gouvernance dans leur stratégie à long terme et la transparence vis-à-vis de leurs clients sur les résultats obtenus ont pour effet d'améliorer la valeur à long terme pour les actionnaires, adoptent une démarche plus ouverte au progrès. Les investisseurs ont le pouvoir d'accélérer ce processus en s'y impliquant de plus en plus activement par le biais de la coopération ou du vote.
- Les BES apparaissent comme un facteur financier important qui a une influence sur l'économie et l'évaluation du cours de l'action dans certains secteurs, comme c'est le cas aujourd'hui pour le changement climatique ou l'empreinte carbone.
- Les investisseurs traditionnels attendent des entreprises qu'ils financent qu'elles mettent en œuvre des stratégies pour limiter leur impact et leur dépendance à l'égard de la biodiversité et des BES et qu'elles leur présentent leur programme d'action dans ce domaine dans leur rapport annuel.
- Les investisseurs rechercheront activement des investissements susceptibles de remédier aux défis posés par les BES, tout comme ils privilégient aujourd'hui les investissements qui apportent des solutions aux difficultés engendrées par le changement climatique. La prise en compte des risques et des perspectives liés aux BES constitueront un facteur déterminant pour les investisseurs institutionnels dans le choix de nouveaux gestionnaires de fonds.

Assureurs

- Les gouvernements sont amenés à prendre des mesures pour préserver les écosystèmes afin de contribuer à endiguer la perte de biodiversité de manière significative d'ici 2020. Cela aura pour conséquence d'accroître la responsabilité juridique des entreprises dont les activités ont des répercussions néfastes graves sur les écosystèmes.
- La création de cadres juridiques prudentiels pour les risques liés aux BES conditionnera l'assurabilité de ces derniers et le développement de produits d'assurance adaptés, ainsi que la gestion des réclamations.

Recommandations pour mieux intégrer les BES dans la finance

1. Il convient d'élaborer un ensemble de principes stipulant en détail comment les BES doivent être intégrés dans la finance et de les faire reconnaître officiellement par les institutions financières. Ces principes devront être axés sur le développement et la promotion de l'utilisation de principes directeurs clairs, simples et pratiques et de listes de vérification sur les BES dans le secteur financier. Ils pourront s'inspirer des Principes pour l'investissement responsable (PRI) ou des Principes d'assurance durable (PSI) en cours d'élaboration par l'UNEP FI.

2. Le résumé de l'étude TEEB pour les entreprises[39] distingue sept points clés pour les entreprises. Les établissements financiers peuvent évaluer la manière dont leurs clients prennent en compte les BES sur la base de cette liste.

3. Il est difficile, lorsque l'on évalue le risque à plus long terme des investissements, de déterminer dans quelle mesure les considérations écologiques sont appliquées dans la pratique. Pour adapter les modèles de risques aux risques liés aux BES, les établissements financiers tels que les agences de notation devraient définir des critères pour évaluer les risques au niveau des pays. Ces critères pourront ensuite être intégrés à des systèmes de notation des risques à l'échelon national.

4. Les établissements financiers devraient mettre en place des coopérations avec des initiatives telles que la Natural Value Initiative, la Forest Footprint Disclosure et l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI) pour renforcer en interne les capacités liées aux BES et aux risques liés aux BES et collaborer avec les clients des secteurs qui en dépendent.

5. L'UNEP FI doit jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'un module de formation aux BES en vue de renforcer les capacités de ses membres à évaluer leur importance, et intégrer l'évaluation et la gestion des BES dans des stratégies, des produits et des services financiers pertinents.

"Cette étude constitue une étape essentielle dans la reconnaissance du rôle de tous les organismes vivants et des écosystèmes pour notre propre bien-être. En cette année de la biodiversité, le monde des affaires a le devoir d'assumer publiquement sa responsabilité en matière de protection et de restauration des BES. ASN Bank a ainsi publié un document de travail sur la biodiversité qui définissait sa politique d'investissement dans ce domaine. Les CEO Briefings de l'UNEP FI continuent d'orienter ses efforts pour développer et mettre en œuvre cette politique. ASN Bank espère que l'UNEP FI en fera de même pour d'autres établissements financiers."

Ewoud Goudswaard
Directeur général, ASN Bank

Notes et références

1. Unilever takes stance against deforestation. www.unilever.com/sustainability/news/news/december2009unilevertakesstanceagainstdeforestation.aspx. Nestlé : SpeechesAndStatements/AllSpeechesAndStatements/statement_Palm_oil.htm?wordId=D7E0005DF7D94AD385D7AA631CBA0E8E Burger King to stop buying oil from Sinar Mas. http://baliholidayinfo.com/content/burgerkingstopbuyingoilsinarmas. Krafting a new story on oil palm: http://understory.ran.org/2010/08/19/kraftinganewstoryonpalmoil/

2. New York Times, 2010. Banks Grow Wary of Environmental Risks. 30 août 2010.www.nytimes.com/2010/08/31/business/energy-environment/31coal.html?_r=3

3. UNEP FI, 2008. Bloom or Bust? Initiative financière du PNUE : UNEP FI Genève, 2007. CEO Briefing – Bloom or Bust? Initiative financière du PNUE : Genève

4. McKinsey, 2009. Global capital markets: Entering a new era. McKinsey Global Institute

5. UNEP FI, à paraître. Lenses and clocks – Financial stability and systemic risk. Initiative financière du PNUE : Genève

6. The Economist, 2010. The Gods Strike Back. Rapport spécial sur les risques financiers. Février 2010.

7. Mulder, I., 2007. Biodiversity, the Next Challenge for Financial Institutions? Union mondiale pour la nature (UICN) : Gland

8. FEM, 2010. Rapport Risques mondiaux 2010. Forum économique mondial : Genève

9. PwC. 2010. PricewaterhouseCoopers 13th Annual Global CEO Survey 2010. Londres

10. McKinsey, 2010. The next environmental issue for business: McKinsey Global Survey results. McKinsey Quarterly.

11. Principes de l'Équateur, 2006. Un référentiel du secteur financier pour l'identification, l'évaluation et la gestion du risque social et environnemental en matière de financement de projet. www.equator-principles.com Esty, B. C., Knoop, C. et Sesia, A., 2005. The Equator Principles: An industry approach to managing environmental and social risks. Harvard Business School, Boston

12. Sous l'égide de la SFI, un petit groupe d'établissements financiers étudie la possibilité d'étendre les Principes de l'Équateur au-delà du financement de projet.

13. Austin, D. et A. Sauer, 2002. Changing Oil: Emerging environmental risks and shareholder value in the oil and gas industry. Institut des ressources mondiales : Washington, D.C.

14. "Low carbon growth in Asia", commentaires sur BP datés du 16 juin 2010, conférence de l'UNEP FI à Séoul, République de Corée, de Michael Dieschbourg, PDG de Legg Mason Global Currents

15. Bloomberg, 2010. BP's Credit Rating Cut by Fitch to Two Levels Above Junk. www.bloomberg.com/news/20100615/bpscreditratingcutbyfitchto-bbbtwolevelsabovejunkfromaa.html (consulté en août 2010).

16. Bloomberg, 2010. Insurers RaiseDeepWater Oil Rig Prices 50% After BP Spill, Moody's Says. www.bloomberg.com/news/20100603/insurers-raisedeepwateroilrigprices50afterbpspillmoodyssays.html (consulté en août 2010).

17. Seitchik, A., 2007. CFA, Climate Change from the Investor's Perspective.

18. PRI et UNEP FI, à paraître. Universal Ownership: Why externalities matter to institutional investors.

19. La valeur réelle des externalités est probablement plus élevée, dans la mesure où cette analyse ne tient pas compte des ressources naturelles utilisées, ni des impacts environnementaux comme la pollution de l'eau, du fait du manque de données à l'échelle mondiale. L'étude COPI sur le coût de l'inaction politique a eu recours à une approche différente. Faute de données disponibles à l'échelle mondiale, le rapport TEEB ne prend pas en compte la plus grande partie des ressources naturelles utilisées ainsi que les impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, la conversion des terres, la dégradation des sols, les résidus de pesticides et d'engrais, les émissions de substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Extrait de « PRI et UNEP FI », à paraître en 2010. Taking the environment into account. Universal Ownership: Why externalities matter to institutional investors"

20. Braat, L. et P. ten Brink, 2008. Cost of Policy Inaction (COPI): The Case of not Meeting the 2010 Biodiversity Target. Commission européenne : Bruxelles

21. TEEB, 2008. The Economics of Ecosystems and Biodiversity Rapport intermédiaire. Commission européenne, Bruxelles

22. Fondé sur l'étude sur les externalités menée par Trucost auprès de 2 439 sociétés prises en compte par l'indice MSCI All Country World, utilisé comme un portefeuille hypothétique qui tient compte de la pondération des secteurs dans l'indice. Extrait de « PRI et UNEP FI », à paraître. Universal Ownership: Why externalities matter to institutional investors"

23. Freshfields Bruckhaus Deringer et UNEP FI, 2005. A legal framework for the integration of environmental, social and governance issues into institutional investment. UNEP FI : Genève

24. UNEP FI, 2009. Fiduciary responsibility – Legal and practical aspects of integrating environmental, social and governance issues into institutional investment. UNEP FI : Genève

25. TEEB, 2009. The Economics of Ecosystems and Biodiversity for National and International Policy Makers – Summary: Responding to the Value of Nature 2009. Commission européenne : Bruxelles

26. Mulder, I. et T. Koellner, en cours de publication. Hardwiring Green – How Banks Account for Biodiversity Risks and Opportunities. Journal of Sustainable Finance and Investment

27. Snashall, D., 2010. Keeping oil and gas mega projects moving – grappling with Non Technical Risk. Environmental Risk Management – ERM.www.erm.com/AnalysisandInsight/Articles/Keepingoilandgasmega-projectsmovinggrapplingwithNonTechnicalRisk/ (consulté en août 2010).

28. Finer M, Jenkins C.N, Pimm SL, Keane B et C. Ross, 2008. Oil and Gas Projects in the Western Amazon: Threats to Wilderness, Biodiversity, and Indigenous Peoples. PLoS ONE 3(8): e2932. doi:10.1371/journal.pone.0002932

29. Finer M, Jenkins C.N, Pimm S.L, Keane et B, Ross C, 2008. Oil and Gas Projects in the Western Amazon: Threats to Wilderness, Biodiversity, and Indigenous Peoples. PLoS ONE 3(8): e2932. doi:10.1371/journal.pone.0002932

30. Miranda, M. et A. Sauer, 2010. Watered Down? Water Risks and Disclosure in the Mining Sector. Institut des ressources mondiales : Washington, D.C.

31. Cochilco, 2009. "Consumption of water in the Chilean mining industry: actual situation and projections." Présenté le 18 novembre 2009.

32. www.geim.org/archivos/session_d/Natural%20Water%20Resources.ppt#312,34, diapositive 34

33. Global Water Intelligence. 2009. A new dawn for desalination in Chile. Global Water Intelligence. Vol. 10(12). Disponible à l'adresse : www.globalwaterintel.com/archive/10/12/general/anewdawnfordesalinationin-chile.html.

34. UNEP FI, 2010. Chief Liquidity Series issue 2 – Power Sector. UNEP FI : Genève

35. Sauer, A., Klop, K. et M. Agrawal, 2010. Over heating Financial Risks from Water Constraints on Power Generation in Asia. Institut des ressources mondiales : Washington, D.C.

36. Banque mondiale et FAO, 2008. The Sunken Billions: Economic Justification for Fisheries Reform. Banque mondiale : Washington, D.C. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome

37. McVittie, 2010 in TEEB, 2010. Business impacts and dependence on biodiversity and ecosystem services, dans The Economics of Ecosystems and Biodiversity: Étude TEEB pour les entreprises

38. FEM, PwC, 2010. Biodiversity and Business Risk: A Global Risks Network Briefing. Forum économique mondial : Genève

39. TEEB, 2010. The Economics of Ecosystems and Biodiversity Report for Business Executive Summary. Commission européenne : Bruxelles

40. F&C Management, 2004. Is biodiversity a material risk for companies? An assessment of the exposure of FTSE sectors to biodiversity risk. F&C Investments: Londres

41. Operation pollinator. www.operationpollinator.com/need.asp

42. Lettre d'information de l'initiative affaires et biodiversité de la CBD. www.cbd.int/doc/newsletters/newsbiz200906en.pdf http://www.cbd.int/doc/newsletters/newsbiz200906en.pdf

43. The Sunday Times Magazine, The Amazon's Dirty War, novembre 2009.

44. http://europa.eu/legislation_summaries/enterprise/interaction_with_other_policies/l28120_fr.htm

45. MMC, 2009. New environmental liabilities for EU companies. Marsh Ltd: Londres

46. Mulder, I. et T. Koellner (soumis pour publication). Hardwiring Green – How Banks Account for Biodiversity Risks and Opportunities. Journal of Sustainable Finance and Investment.

47. UNEP FI, 2007. L'Assurance durable. Pourquoi et comment les leaders s'engagent. UNEP FI, Genève

48. UNEP FI, 2009. The global state of sustainable insurance – Understanding and integrating environmental, social and governance factors in insurance. Groupe de travail sur l'assurance de l'UNEP FI : Genève

49. PNUE, 2010. Les marchés du carbone forestier. Programme des Nations Unies pour l'environnement : Nairobi

50. EcoSecurities, 2007. REDD Policy Scenarios and Carbon Markets A policy brief. Oxford.

51. Madsen, B., Carroll, N., Moore Brands, K., 2010. State of Biodiversity Markets Report: Offset and Compensation Programs Worldwide. Ecosystem Marketplace: Washington, D.C.

52. Hamilton, K., Chokkalingam, U. et M. Bendana, 2009. State of Forest Carbon Markets – Taking Root and Branching Out. Ecosystem Marketplace: Washington, D.C.

À propos de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI)

L'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI) est un partenariat mondial entre le PNUE et le secteur privé de la finance. L'UNEP FI coopère avec quelque 200 institutions financières signataires des déclarations de l'UNEP FI et un éventail d'organisations partenaires afin de développer et promouvoir les liens entre l'environnement, le développement durable et les performances financières. Au moyen d'un programme de travail complet, d'activités régionales, de formation et de recherche, l'UNEP FI assume sa mission d'identification, de promotion et d'adoption de bonnes pratiques de développement durable à tous les niveaux opérationnels des institutions financières.

À propos du Biodiversity & Ecosystem Services Work Stream (BESWS)

Le Biodiversity & Ecosystem Services Work Stream (BESWS) [axe de travail sur biodiversité et les services écosystémiques] est fondé sur la nécessité de coopérer avec le secteur des services financiers pour identifier les défis liés à la perte de biodiversité et à la dégradation des services écosystémiques et y faire face.

Auteurs

Ivo Mulder (UNEP FI) | ivo.mulder@unep.org | +41 22 917 86 90
Paul ClementsHunt (UNEP FI) | pch@unep.org | +41 22 917 81 16

Contributeurs

Richard Burrett (Earth Capital Partners)Matthias Patzelt (Bayern LB)BouweTaverne (Rabobank) Franz Knecht (Connexis)Ben Ridley (Credit Suisse)Seiji Kawazoe (Sumitomo Trust & Banking Co.)Lara Yacob (Robeco)AnnelisaGrigg (Global Balance)Danielle Welsh (VicSuper)Margot Hill (UNEP FI)Butch Bacani (UNEP FI)Geoff Burke (AgroEcological Investment Management)

Remerciements

Sagarika Chatterjee (F&C Management)Olivia Watson (PRI)Amanda Sauer (WRI)Nick Bertrand (UNEP)Marisa Meizlish (New Forests)Jessica Boucher (UNEP FI)Cory Jubitz (UNEP FI)Nous tenons à remercier tous les membres de l'UNEP FI et les signataires des PRI qui ont répondu à notre questionnaire.

Copyright ©2010 United Nations Environment Programme Finance Initiative

The views expressed in this document are not necessarily those of UNEP or UNEP FI or its Signatories nor does UNEP FI or its Signatories take any responsibility for actions as a result of the views or opinions expressed in this document.

Design and production **Rebus**, Paris
www.rebusparis.com

Printed in Switzerland using vegetable-based inks on FSC-certified, Ecolabel 100% recycled paper

UNEP Finance Initiative
International Environment House
15, Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine, Genève
Tel: (41) 22 917 8178
Fax: (41) 22 796 9240
www.unepfi.org

UNEP **Finance Initiative**
Innovative financing for sustainability

Biodiversity & Ecosystem Services Work Stream (BESWS) de l'UNEP FI

Membres

Bank of America Merrill Lynch Banque Fédérale des Banques PopulairesBarclays Bayern LB
Citigroup Credit Suisse Development Bank of Southern Africa (DBSA) Earth Capital Partners
F&C Management HypoVereinsbank / UniCredit GroupIndustrial Development Corporation (IDC) South Africa
F&C Management
HypoVereinsbank / UniCredit Group
INGJPMorgan Chase & Co.
KfWBankengruppe
Nedbank Ltd
Nikko Asset Management Co. Ltd.
Rabobank Netherlands
Sumitomo Trust and Banking
Sustainable Development Capital, LLP
VicSuper Pty Ltd

Membres associés

Association française des entreprises privées (AFEP)
Connexis
Fauna and Flora International
Forest Trends
Global Balance
KMPG
The Katoomba Group
Rio Tinto
UNDP – Panama
UNEP – Economics and Trade Unit
UNEP – World Conservation Monitoring Centre